



LA QUINZAINÉ D'ALGERIE

Service économique régional d'Alger
Revue de presse du 1^{er} au 15 juillet 2019

La « quinzaine d'Algérie » est une revue de presse bimensuelle qui reprend les principales informations à caractère économique parues dans la presse algérienne

OPEP

Le ministre de l'Energie algérien, et vice-président de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), a qualifié de « *grand succès* » la réunion de la 176^{ème} Conférence de l'OPEP qui s'est tenue à Vienne (Autriche).

L'accord de réduction de la production des pays OPEP et de ses partenaires non-OPEP de 1,2 million de barils par jour a été prolongé au 31 mars 2020, et un accord sur un projet de cadre de coopération à long terme a été établi.

(APS)

Trésor public Situation

Selon le ministre des Finances, « *la situation de la trésorerie de l'Etat, quoique relativement tendue, est maîtrisée et permet de faire face à la dépense publique, que ce soit pour le budget de fonctionnement, y compris le remboursement de la dette publique, ou pour le budget d'équipement, ainsi que pour les opérations du Trésor* ».

Chiffres à l'appui, le ministre a indiqué qu'à fin mars 2019, les décaissements effectués, dans le cadre de l'exécution des dépenses budgétaires, portent sur un montant global de 2 448,5 Mds DZD (≈ 20,56 Mds USD), dont 1 556,5 Mds DZD (≈ 13,07 Mds USD) de budget de fonctionnement et 891,9 Mds DZD (≈ 7,4 Mds USD) de budget d'équipement.

Les interventions du Trésor, sous forme de prêts aux entreprises et autres organismes publics ont totalisé, à la même date, un montant de 395,5 Mds DZD (≈ 3,32 Mds USD).

Les dépenses de la Caisse Nationale de Retraite (CNR) ont fait l'objet d'un financement de 300 Mds DZD (≈ 2,52 Mds USD), versés en janvier 2019. Estimé annuellement à 600 Mds DZD (≈ 5,04 Mds USD), le financement du déficit de la CNR constitue « *un impact important et persistant sur les finances publiques, en attendant sa réduction dans le cadre de la refondation du système de retraite actuel* ».

A la fin du 1^{er} trimestre 2019, le déficit du Trésor a atteint 1 352,5 Mds DZD (≈ 11,36 Mds USD), et devrait se creuser pour atteindre 2 436 Mds DZD (≈ 20,46 Mds USD) (11,6% du PIB) à la fin de l'année. Pour couvrir ce déficit, 1 000 Mds DZD (≈ 8,40 Mds USD) ont été mobilisés dans le cadre du financement non conventionnel, en janvier 2019.

Pour le ministre, les principaux « *challenges* » en matière d'opérations du Trésor concernent notamment le financement du déficit de la CNR et la dotation octroyée au Fonds National d'Investissement (FNI) et estimée à 500 Mds DZD/an (≈ 4,20 Mds USD), pour assurer la continuité du financement de projets d'investissement.

(APS)

Financement non conventionnel

Selon le ministre des Finances, le recours au financement non conventionnel, dès la fin 2017, pour pallier les rétrécissements des liquidités bancaires, suite à la chute des cours du pétrole, a été « gelé » pour l'année 2019, mais restera un « *un levier important, mais non exclusif, de financement pour le Trésor jusqu'à 2022* ». cette décision de gel a été prise lors d'une réunion du gouvernement, tenue le 26 juin dernier.

Pour information : Sur les 6 553,2 Mds DZD (≈ 55,05 Mds USD) mobilisés dans le cadre du financement non conventionnel, environ 5 500 Mds DZD (≈ 46,20 Mds USD) ont été injectés dans l'économie, et 1 000 Mds DZD (≈ 8,40 Mds USD) mobilisés pour financer une partie du déficit du Trésor.

(LE JOUR D'ALGERIE)

Recettes fiscales

Selon les statistiques du ministère des Finances, l'Impôt sur le Revenu Global (IRG), payé par les salariés, a généré en 2018 plus du quart de la fiscalité ordinaire budgétisée, soit un taux de contribution constant depuis plusieurs années.

L'IRG sur les salaires, un impôt retenu à la source, a ainsi rapporté 691,85 Mds DZD (≈ 5,81 Mds USD) en 2018, contre 685,73 Mds DZD (≈ 5,76 Mds USD) en 2017, représentant 26% des recettes fiscales ordinaires recouvrées et budgétisées en 2018 lesquelles se sont établies à 2 648,5 Mds DZD (≈ 22,24 Mds USD). L'IRG sur les autres revenus s'est chiffré à 92,17 Mds DZD (≈ 774,24 MUSD) en 2018, contre 84,6 Mds DZD (≈ 710,68 MUSD) en 2017.

L'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés (IBS), soumis au système déclaratif, a rapporté 384,42 Mds DZD (≈ 3,22 Mds USD) en 2018, contre 420 Mds DZD (≈ 3,52 Mds USD) en 2017 (- 8,5%). Les produits des impôts divers sur affaires s'est chiffré à 1 061,8 Mds DZD (≈ 8,91 Mds USD), contre 991 Mds DZD (≈ 8,32 Mds USD) en 2017, dont 486 Mds DZD (≈ 4,08 Mds USD) recouverts de la TVA imposée aux importations, et 332 Mds DZD (≈ 2,78 Mds USD) de TVA imposée à la consommation intérieure.

Le Trésor a de plus encaissé 79,75 Mds DZD (≈ 669,94 MUSD) au titre de la Taxe Intérieure sur la Consommation (TIC), 141,73 Mds DZD (≈ 1,19 Md USD) de Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP), et plus de 85,5 Mds DZD (≈ 718,24 MUSD) au titre des produits de l'enregistrement et des timbres.

Les dividendes de la Banque d'Algérie ont alimenté le budget de l'Etat à hauteur de 1 000 Mds DZD (≈ 8,40 Mds USD) en 2018, contre 919,84 Mds DZD (≈ 7,72 Mds USD) en 2017. Par ailleurs, les dividendes budgétisés de la Sonatrach ont été de 100 Mds DZD (≈ 840,05 MUSD) en 2018, contre 50 Mds DZD (≈ 420,02 MUSD) en 2017.

Pour infirmation : L'Algérie comptait un peu plus de 11 millions de salariés en 2018, selon l'Office National des Statistiques (ONS).

Pour rappel : La Loi de Finances 2018 prévoyait 6 496,58 Mds DZD (≈ 54,57 Mds USD) de recettes.

(APS)

Douanes – Recettes

Selon la Direction générale des Douanes algériennes, les recettes douanières se sont établies à 436,73 Mds DZD (≈ 3,66 Mds USD) durant les cinq premiers mois de l'année en cours, contre 413,76 Mds DZD (≈ 3,47 Mds USD) à la même période 2018 (+ 5,55%).

Cette amélioration s'explique principalement par les recouvrements exceptionnels réalisés au titre des régularisations par les recettes des Douanes du port d'Alger au cours du mois de mai 2019. Ces recouvrements s'élèvent à 24,75 Mds DZD (≈ 207,91 MUSD), dont 13,7 Mds DZD (≈ 115,08 MUSD) en instance depuis 2012.

Les recettes perçues par les Douanes ont servi à alimenter le budget de l'Etat à hauteur de 375,17 Mds DZD (≈ 3,15 Mds USD), contre 358,13 Mds DZD (≈ 3,00 Mds USD).

Pour rappel : Les recettes douanières avaient atteint 1 026,28 Mds DZD (≈ 8,62 Mds USD) en 2018, contre 1 005,81 Mds DZD (≈ 8,44 Mds USD) en 2017 (+ 2,03%). 882,13 Mds DZD (≈ 7,41 Mds USD) ont servi à alimenter le budget de l'Etat.

(APS)

Commerce extérieur - Déficit

Selon la Direction Générale des Douanes, la balance commerciale de l'Algérie a connu un déficit de 1,87 Md USD durant les cinq premiers mois de l'année en cours, contre 2,6 Mds USD à la même période 2018.

Entre les deux périodes de comparaison, les exportations et les importations algériennes ont baissé de 1,86% et 5,32% respectivement. Les premières sont passées de 17,04 Mds USD à 16,73 Mds USD, et les secondes de 19,64 Mds USD à 18,6 Mds USD.

La couverture des importations a été assurée à hauteur de 90% des exportations essentiellement constituées d'hydrocarbures (93,36% du volume global des exportations algériennes). Ces dernières marquent une légère baisse de 1,2% et se sont chiffrées à 15,61 Mds USD au cours des cinq premiers mois 2019, contre 15,8 Mds USD à la même période 2018.

Concernant les fournisseurs de l'Algérie, la Chine se maintient à la 1^{ère} place avec 3,5 Mds USD d'importations durant les cinq premiers mois de l'année 2019. Les statistiques soulignent une tendance baissière des importations algériennes depuis les pays européens sauf la Pologne qui enregistre une hausse de 33% de ses ventes à l'Algérie mais dont la valeur reste faible, 265 MUSD.

Les cinq premiers fournisseurs de l'Algérie au cours des cinq premiers mois 2019				
Chine	France	Espagne	Allemagne	Italie
3,5 Mds USD	1,85 Md USD	1,41 Md USD	1,37 Md USD	1,34 Md USD

(EL WATAN – APS)

Importations – Véhicules – CKD-SKD

Selon la Direction Générale des Douanes, l'Algérie a importé pour 1,548 Md USD de kits SKD destinés au montage automobile, durant les cinq premiers mois de l'année en cours, contre près de 1,405 Md USD à la même période de 2018 (+ 10,25%).

Pour rappel : La facture globale d'importation des collections CKD-SKD destinées au montage de véhicules (de tourisme et utilitaires) et l'importation des véhicules de transport de personnes et de marchandises (produits finis) s'est chiffrée à plus de 3,73 Mds USD en 2018, contre 2,2 Mds USD en 2017 (+ 70 %).

(APS)

ONS Industrie Production

Selon l'Office National des Statistiques (ONS), la production industrielle publique a enregistré une hausse de 4% au 1^{er} trimestre 2019, période durant laquelle plusieurs secteurs avaient connu des « améliorations appréciables » par rapport à l'année d'avant. L'évolution de cette production entre les premiers trimestres 2018 et 2019 a été de :

- + 34% : pour les industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMMEE) ;
- + 66% : pour la construction de véhicules industriels ;
- + 148% : pour la sidérurgie et la transformation de la fonte et d'acier ;
- + 13% : pour les industries chimiques ;
- - 2% : pour la production d'engrais et de pesticides ;
- - 8% : pour les matériaux de construction, céramique et verre ;
- - 3% : pour les textiles ;
- - 2% : Pour les hydrocarbures.

Par ailleurs, selon l'Office, les prix à la production du secteur industriel public (hors hydrocarbures) ont connu une hausse de 0,6% au 1^{er} trimestre 2019, par rapport au 4^{ème} trimestre 2018. Ces prix ont augmenté de 2,6% entre les premiers trimestres 2018 et 2019.

(APS)

<p>BTP Crise</p>	<p>Le segment de l'économie nationale qui subit de plein fouet les conséquences de la crise est celui du BTP. Cette activité dans laquelle opèrent 85 000 entreprises, employant 1 030 000 salariés, est au bord de l'asphyxie. Ainsi, en raison de l'absence de la commande publique, quelque 388 entreprises ont déjà rendu leurs registres de commerce. D'autres entreprises se trouvent contraintes de réduire leurs effectifs.</p> <p style="text-align: right;">(EL WATAN)</p>
<p>Partenariat algéro-italien – Sonatrach - ENI</p>	<p>La compagnie nationale Sonatrach et le groupe italien ENI veulent accélérer le développement des nouveaux projets pétroliers et gaziers dans la région Berkine Nord. Le projet en question comprend deux phases (développement pétrolier et gazier), soumis à un programme accéléré des travaux par l'utilisation de la capacité de réalisation des sociétés locales et des filiales du groupe algérien.</p> <p>La 1^{ère} phase du projet pétrolier générera une production brute de 10 000 barils/jour d'ici fin juillet/début août 2019, tandis que la mise en valeur de la partie gaz conduira à une production de 6 Mm³ et de 7 000 barils/jour de liquides associés d'ici la fin de l'année.</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
<p>Entreprise DZ – Fertial</p>	<p>Les services de sécurité enquêtent sur les conditions d'acquisition par M. Ali Haddad, aujourd'hui en prison, de 17% des actions du groupe Fertial ainsi que la décision de l'ex-Premier ministre (M. Ouyahia) portant renoncement de l'Etat de son droit de préemption pour le rachat, toujours par M. Haddad, de 49% des actifs du groupe espagnol Villar Mir.</p> <p><i>« Depuis quelques jours, la justice a rendu une décision portant le gel des comptes bancaires de M. Ali Haddad, à l'instar des comptes bancaires du groupe ETRHB Haddad et d'autres sociétés appartenant à M. Haddad. Cette décision n'épargne pas le groupe Fertial dont 17% des actions appartiennent à M. Haddad ».</i></p> <p style="text-align: right;">(TSA)</p>
<p>Ex-ministre – Mise en détention</p>	<p>Le juge enquêteur près de la Cour Suprême a placé, le 15 juillet 2019, M. Youcef Yousfi, ex-ministre de l'Industrie et des Mines, en détention provisoire, après son audition dans le cadre d'une enquête liée à des affaires de corruption.</p> <p>L'ancien ministre fait face à plusieurs chefs d'accusation essentiellement liés à l'octroi d'indus avantages au titre de l'octroi de marchés publics et de contrats en violation des dispositions législatives, dilapidation de deniers publics et d'abus de pouvoir et de fonction.</p> <p style="text-align: right;">(RADIO ALGERIENNE)</p>
<p>M. Mahieddine Tahkout</p>	<p>La demande de mise en liberté de l'homme d'affaire M. Mahieddine Tahkout, PDG de Cima Motors, de son fils Bilal et deux de ses frères Rachid et Hamid, a été rejetée, le 1^{er} juillet 2019, par la chambre d'accusation près de la Cour d'Alger.</p> <p><u>Pour rappel</u> : Selon le Parquet près le tribunal de Sidi M'Hamed, M. Mahieddine Tahkout est poursuivi pour blanchiment d'argent, corruption et trafic d'influence.</p> <p style="text-align: right;">(HORIZONS)</p>

Les montants en Dinar (DZD) ont été convertis en Dollar (USD) au taux officiel du 15.07.2019

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Alger (adresser les demandes à alger@dgtrésor.gouv.fr).

Auteur : Service Économique Régional d'Alger
Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional d'Alger s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigée par : Darine Chenine
Revue par : Denis Le Fers